Text

• 1205

Mr. LeBlanc: People were offered to make proposals-

Mr. Laubstein: Right.

Mr. LeBlanc: They are under-utilized and unprofitable to process. Why would a company that has access to traditional species that are profitable be induced to make a proposal to develop a species that is currenly unprofitable? What efforts were made to make that attractive? Obviously they were not going after those species. They were not fishing silver hake.

Mr. Laubstein: It was offered to everybody, not just the offshore companies. We cannot force companies to fish for something if they do not want to. You have to have a company or a group, a consortium willing to exploit a certain species. You do not have Crown corporations that do that.

Mr. LeBlanc: But there is a question of inducements, and if the fishery is profitable at a certain point in time, it seems to me that a form of R and D, to think of the future. . . That is the point I am making.

Mr. Stein: Certainly as a task force we have in our discussions indicated that we are looking actively at what further things we can do in terms of the development of under-utilized species, including looking at research and development incentives. That is very much part of the thinking of the task force. It is something that we have to put in place.

Mr. Stupich: We are talking about putting more money into... Lockeport I think was mentioned and other places. I guess my concern is that the money is going to go to industries which in the past have received tens of millions of dollars of government funding, provincial and federal, only to pull out when the going gets tough. Is the funding going to go to the companies; and if so, will there be any agreements that they had better stick around for some time?

Mr. Stein: One would hope that when one funds this kind of thing there is a proper accountability structure to ensure that the companies stick with it.

The basis behind the community development fund is that the community itself establishes a board of directors—in effect, it establishes its own community corporation—and that they adopt an investor approach in attracting new business. In other words, the community would invest or loan money, but would not operate businesses on its own. The focus as well is on small to medium-sized business development.

Mr. Stupich: Something like the Lockeport plant.

Mr. Stein: Right. It is focused in that way, rather than trying to—

[Translation]

M. LeBlanc: Les gens ont été invités à présenter des propositions. . .

M. Laubstein: Exactement.

M. LeBlanc: Il s'agit d'espèces sous-utilisées dont la transformation n'est pas rentable. Pourquoi une société qui a accès aux espèces traditionnelles qui sont rentables voudrait-elle présenter une proposition visant à exploiter une espèce qui n'est pas rentable actuellement? Qu'a-t-on fait pour rendre un tel projet intéressant? De toute évidence ils ne voulaient pas pêcher ces espèces. Ils ne pêchaient pas la merluche argentée.

M. Laubstein: La pêche à la merluche argentée a été offerte à tous, pas seulement aux sociétés étrangères. Nous ne pouvons obliger les sociétés à pêcher une espèce si elles ne le veulent pas. Il faut qu'une société ou un groupe, un consortium soit prêt à exploiter une certaine espèce. Les sociétés de la Couronne ne le sont pas.

M. LeBlanc: Mais c'est une question d'encouragement, et si la pêche devient rentable à un moment donné, il me semble qu'une sorte de RD, en prévision de l'avenir... Voilà où je veux en venir.

M. Stein: Au cours de ces discussions, notre groupe de travail a dit qu'il était en train d'examiner quelles autres mesures d'encouragement pourraient être prises en vue d'exploiter les espèces sous-utilisées, notamment des mesures d'encouragement sur le plan de la recherche et du développement. Cela est tout à fait le genre de chose sur laquelle se penche notre groupe de travail. C'est quelque chose que nous devons mettre en place.

M. Stupich: Il est question de mettre davantage d'argent dans... Je pense qu'on a mentionné, entre autres, Lockport. Je crains que cet argent n'aille à des industries qui par le passé ont reçu des dizaines de millions de dollars en subvention des gouvernements provinciaux et fédéral et qui ont tout simplement abandonné le projet lorsque les choses sont devenues difficiles. Les subventions seront-elles accordées aux sociétés? Si c'est le cas, devront-elles s'engager à mener à bien le projet pour lequel elles auront reçu ces subventions?

M. Stein: Il est à espérer que lorsqu'on finance ce genre de projet, un système d'imputabilité est prévu pour que les sociétés respectent leur engagement.

Le principe sur lequel repose le fonds de développement des collectivités est le suivant: la collectivité met sur pied un conseil d'administration—en fait, elle met sur pied sa propre société communautaire—et agit comme un investisseur désireux d'intéresser de nouvelles entreprises. En d'autres termes, la collectivité investirait ou prêterait l'argent, mais ne dirigerait pas l'entreprise elle-même. En outre, elle cherche surtout à développer des petites et moyennes entreprises.

M. Stupich: Un peu comme l'usine de Lockeport.

M. Stein: C'est exact. C'est ce que l'on cherche, plutôt que d'essayer. . .